



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 632

Texte de la question

SOUTIEN À LA CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lequiller. Événement historique : malgré une population active supérieure à quarante millions de personnes en Allemagne contre moins de vingt-neuf millions en France, il y a depuis janvier moins de chômeurs en Allemagne, 3,1 millions, soit un taux de 5.4 %, contre 3,2 millions en France, soit 10.5 %, le plus haut niveau depuis 1999.

La BCE, la Commission européenne et, chez nous, la Cour des comptes, recommandent toutes au gouvernement français d'effectuer de réelles économies, des diminutions de dépenses et des réformes structurelles.

Or la France n'engage pas l'effort de réforme courageuse que tous nos partenaires s'appliquent à eux-mêmes. Que retiennent avec stupéfaction nos partenaires, de droite comme de gauche ? Votre réforme de la retraite à soixante ans, quand eux font passer celle-ci à soixante-sept ans, Gerhard Schröder venant même, lors du dernier congrès SPD, de proposer de porter le seuil à soixante-dix ; votre matraquage fiscal confiscatoire, notamment l'impôt à 75 % qui fait le bonheur des Britanniques ; notre écart, qui devient un gouffre, en matière de compétitivité ; le renoncement à la baisse des charges ; les coups de menton contre les investisseurs étrangers et les entreprises, avec menaces de nationalisation ; le non-respect de la promesse de réduction du déficit budgétaire à 3 % en 2013. Même le président du groupe socialiste au Bundestag, M. Steinmeier, s'inquiète " des problèmes rencontrés par l'Italie, la France, l'Espagne " - comparaison pour le moins préoccupante.

Comment peut-on prôner la gouvernance économique de l'Europe, l'harmonisation fiscale et sociale en faisant le contraire de tous nos partenaires ?

Influence politique et performance économique vont de pair, la voix de l'Allemagne aujourd'hui si prépondérante le démontre. Quand changerez-vous de cap, car votre absence de courage nuit à la France et l'isole en Europe ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur Pierre Lequiller, je ne suis pas sûr - je suis même certain du contraire - que passer son temps à dénigrer son pays ne sert pas à le redresser. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Souligner sans arrêt ce qui irait bien ailleurs et ce qui irait mal chez nous me paraît une fort mauvaise attitude politique de la part de l'opposition.

Mais je tiens à vous répondre parce que votre question est totalement à contresens. Si nous sommes en train de mener la politique de réformes courageuses (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC*) que le Président de la République a annoncée hier, c'est bien parce que nous avons hérité d'une situation dégradée, et cette différence de performances, c'est celle que vous avez laissée au pays. Ainsi, la dette publique qui s'est accrue, c'est votre oeuvre ; le chômage qui a commencé à s'accroître très fortement il y a vingt et mois, c'est quand vous étiez aux responsabilités ; les déficits publics que vous nous avez laissés étaient supérieurs à 5 %. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mme Marie-Christine Dalloz. C'est faux !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Quant à la dégradation de la compétitivité française, qui explique tout ce que je viens d'évoquer ainsi que le déficit du commerce extérieur, voilà la situation que nous avons trouvée. À cet égard, oui, nous sommes en train de mener les réformes structurelles.

M. Claude Goasguen. Lesquelles ?

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Dois-je les répéter ici ? Il y a la réduction des déficits, que nous menons courageusement (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), les réformes historiques du marché du travail, que vous n'avez jamais faites faute de dialogue social, un mot inconnu pour vous. Voilà ce que nous sommes en train de faire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Il s'agit de redresser le pays, de redresser ses comptes, de redresser son appareil productif. (*Mêmes mouvements.*)

Je ne voudrais pas terminer sur une note qui paraîtrait agressive. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Je vais donc vous citer quelqu'un que vous aimez bien comme moi, le ministre allemand de l'économie et des finances : Wolfgang, Schäuble. Il vient juste de déclarer qu'il était sûr que la France respecterait les règles européennes, qu'il faisait confiance au gouvernement français. Vous aussi, faites confiance au gouvernement français pour redresser le pays que vous avez dégradé ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lequiller](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 632

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 mars 2013](#)